

## Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Conformément aux dispositions de l'article L. 814-1 du code du travail, le taux du salaire minimum de croissance, tel qu'il résulte de l'arrêté du 31 décembre 1975, est majoré de 2,4 p. 100, pour prendre effet du 1<sup>er</sup> avril 1976.

Art. 2. — En conséquence, pour les catégories de travailleurs intéressées par l'article L. 131-1 du code du travail, les salaires individuels ne pourront être inférieurs au taux de 219,42 F par semaine pour :

Quarante heures de travail effectif, dans les professions autres que les professions agricoles ;

Un certain nombre de tâches, telles qu'elles sont définies dans les professions agricoles par arrêté du ministre chargé des départements d'outre-mer, pris sur proposition du préfet après consultation des organisations professionnelles d'employeurs et de salariés intéressées.

Art. 3. — Les employeurs qui auront versé des salaires inférieurs au minimum fixé ci-dessus seront passibles des peines prévues à l'article R. 881-1 du code du travail.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 mars 1976.

Le ministre du travail,  
MICHEL DURAFOUR.

Le ministre de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur adjoint du cabinet,  
ROGER PUJOL.

Le ministre de l'agriculture,  
CHRISTIAN BONNET.

Le secrétaire d'Etat  
aux départements et territoires d'outre-mer,  
OLIVIER STURN.

## MINISTERE DE LA SANTE

Décret portant admission à la retraite  
du directeur général des hospices civils de Lyon.

Par décret en date du 31 mars 1976, M. Veyret (Louis), directeur général des hospices civils de Lyon, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> avril 1976.

Décret portant nomination du directeur général  
des hospices civils de Lyon.

Par décret en date du 31 mars 1976, M. Rochaix (Maurice), directeur général du centre hospitalier régional de Bordeaux, est nommé, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1976, directeur général des hospices civils de Lyon.

## MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE LA RECHERCHE

Dates des élections pour le renouvellement général en 1976 des  
délégués à la sécurité des exploitations minières et assimilées.

Le ministre de l'industrie et de la recherche,

Vu le code du travail et notamment son article L. 712-22,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Pour le renouvellement général en 1976 des délégués mineurs et des délégués permanents de la surface, titulaires et suppléants, élus en mai et en juin 1973, les dates des élections pourront être avancées de trois semaines au plus par rapport aux dates normales d'expiration des mandats des intéressés.

Art. 2. — Le directeur des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 mars 1976.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur du cabinet,  
JACQUES DARMON.

Comité de gestion du produit de la taxe parafiscale  
sur les papiers et cartons.

Par arrêté du ministre de l'industrie et de la recherche en date du 15 mars 1976, sont nommés membres du comité de gestion du produit de la taxe parafiscale sur les papiers et cartons, au titre de personnalités particulièrement compétentes :

M. Sibille (Christian), en remplacement de M. Arnaud (Jean).

M. Fournier (Yves), en remplacement de M. Bouchard (Jean-Marie).

## MINISTERE DE LA QUALITE DE LA VIE

## JEUNESSE ET SPORTS

## Equivalences des brevets d'Etat d'enseignement sportif.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation commune du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation spécifique du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu le décret n° 76-110 du 2 février 1976 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les brevets d'Etat d'enseignement sportif mentionnés dans la colonne n° 1 du tableau ci-après sont admis de plein droit en équivalence des brevets d'Etat créés par le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 pour le degré correspondant et figurant en regard dans la colonne n° 2 :

Colonne n° 1.

Colonne n° 2.

## Boxe (arrêté du 21 octobre 1969).

Brevet d'Etat de prévôt.	Brevet d'Etat du premier degré.
Brevet d'Etat de professeur.	Brevet d'Etat du deuxième degré.

## Equitation (arrêté du 12 septembre 1966).

Brevet d'Etat de moniteur.	Brevet d'Etat du premier degré.
Brevet d'Etat d'instructeur.	Brevet d'Etat du deuxième degré.
Brevet d'Etat de professeur.	Brevet d'Etat du troisième degré.

Escrime (arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1969).

Brevet d'Etat de prévôt.	Brevet d'Etat du premier degré.
Brevet d'Etat de maître.	Brevet d'Etat du deuxième degré.

## Football (arrêté du 12 juin 1973).

Brevet d'Etat de moniteur.	Brevet d'Etat du premier degré.
Brevet d'Etat d'entraîneur.	Brevet d'Etat du deuxième degré.
Brevet d'Etat d'entraîneur-instructeur.	Brevet d'Etat du troisième degré.

## Golf (arrêté du 17 mars 1967).

Brevet d'Etat d'assistant-professeur.	Brevet d'Etat du premier degré.
Brevet d'Etat de professeur.	Brevet d'Etat du deuxième degré.

Gymnastique sportive (arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1969).

Brevet d'Etat d'entraîneur de gymnastique sportive (option masculine ou féminine).	Brevet d'Etat du premier degré.
--	---------------------------------

## Natation sportive (arrêté du 28 mars 1969 et arrêté du 6 mai 1966).

Brevet d'Etat de moniteur.	Brevet d'Etat du premier degré.
Brevet d'Etat d'entraîneur.	Brevet d'Etat du deuxième degré.

Colonne n° 1.

Colonne n° 2.

*Patinage sur glace* (arrêté du 23 juillet 1966).

Brevet d'Etat de moniteur.	Brevet d'Etat du premier degré.
Brevet d'Etat de professeur.	Brevet d'Etat du deuxième degré.

*Ski nautique* (arrêté du 20 avril 1970).

Brevet d'Etat d'assistant-moniteur.	Brevet d'Etat du premier degré.
Brevet d'Etat de moniteur.	Brevet d'Etat du deuxième degré.

*Plongée subaquatique* (arrêté du 24 février 1967).

Brevet d'Etat de moniteur de plongée subaquatique.	Brevet d'Etat du deuxième degré.
--	----------------------------------

*Tennis* (arrêté du 16 janvier 1968).

Brevet d'Etat de moniteur.	Brevet d'Etat du premier degré.
Brevet d'Etat de professeur.	Brevet d'Etat du deuxième degré.

*Voile* (arrêté du 7 octobre 1965 et arrêté du 23 octobre 1968).

Brevet d'Etat de moniteur.	Brevet d'Etat du premier degré.
----------------------------	---------------------------------

Art. 2. — Le diplôme d'Etat de conseiller sportif (1<sup>re</sup> partie) est admis en équivalence du premier degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif pour la discipline choisie en option.

Le diplôme d'Etat de conseiller sportif (2<sup>e</sup> partie) est admis en équivalence du deuxième degré du brevet d'Etat d'éducateur sportif pour la discipline choisie en option.

Art. 3. — Les délais prévus à l'article 2 des deux arrêtés du 8 mai 1974 susvisés pour faire acte de candidature aux examens des deuxième et troisième degrés sont calculés à partir de la date d'obtention du brevet ou du diplôme d'Etat acquis initialement et admis en équivalence.

Art. 4. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 mars 1976.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

*Le chargé de mission,*  
ALAIN GRELLETY BOSVIEL.

## MINISTRE DU COMMERCE EXTERIEUR

### Cabinet du ministre.

Le ministre du commerce extérieur,

Vu le décret n° 48-1233 du 28 juillet 1948 modifié portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels ;

Vu le décret du 12 janvier 1976 relatif à la composition du Gouvernement,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — M. Alain Chastagnol, agrégé de l'Université, est nommé chef de cabinet du ministre du commerce extérieur.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 mars 1976.

RAYMOND BARRE.

## SECRETARIAT D'ETAT A LA CULTURE

Répartition des ressources du compte d'affectation spéciale « Soutien financier de l'industrie cinématographique » au titre de l'année 1975.

Par arrêté du ministre de l'économie et des finances et du secrétaire d'Etat à la culture en date du 22 mars 1976, abrogeant l'arrêté du 23 juillet 1975, la fraction des ressources du compte d'affectation spéciale « Soutien financier de l'industrie cinématographique » affectée au financement des dotations visées à l'article 6 du décret du 16 juin 1959, aux avances sur recettes définies à l'article 7 dudit décret ainsi qu'aux prix des films de court métrage est fixée, au titre de l'année 1975, à 41 500 000 F.

## SECRETARIAT D'ETAT AUX DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Décret portant nomination des membres de la commission de recensement et de jugement des résultats de la consultation de la population de Mayotte.

Par décret en date du 31 mars 1976 :

Est nommé président de la commission de recensement et de jugement instituée par l'article 6 de la loi du 31 décembre 1975 relative aux conséquences de l'autodétermination des îles des Comores : M. Boitreaud (Jacques), conseiller d'Etat.

Sont désignés pour siéger à la même commission : M. Martin (André), conseiller à la Cour de cassation, et M. Duchène-Marullaz (Edouard), conseiller maître à la Cour des comptes.

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

### ASSEMBLEE NATIONALE

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1975-1976

#### ORDRE DU JOUR

Ordre du jour du vendredi 2 avril 1976.

A seize heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. Installation des secrétaires d'âge.
2. Nomination, éventuellement par scrutin :  
Des six vice-présidents ;  
Des trois questeurs ;  
Des douze secrétaires.
3. Installation du bureau.

Convocation rectifiée de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 48 du règlement, précédemment convoquée pour le mardi 6 avril 1976, à douze heures trente, dans les salons de la présidence, se réunira ce même jour, mardi 6 avril 1976, à dix-neuf heures.

## SENAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1975-1976

Ordre du jour du vendredi 2 avril 1976.

A seize heures. — SÉANCE PUBLIQUE

Ouverture de la seconde session ordinaire de 1975-1976.

En application de l'article 48 de la Constitution, le Gouvernement a demandé l'inscription à l'ordre du jour prioritaire de cette séance des discussions suivantes :

1. — Discussion du projet de loi autorisant la ratification de la convention d'extradition entre la République française et la République d'Autriche, signée à Paris le 9 juillet 1975. [N° 50 (1975-1976). — M. Paul d'Ornano, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.]